

Gagnon, Alain G. (1985) *Développement régional, État et groupes populaires*. Hull, Asticou. 286 p.

Ginette Carré

Volume 30, numéro 79, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021775ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021775ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Carré, G. (1986). Compte rendu de [Gagnon, Alain G. (1985) *Développement régional, État et groupes populaires*. Hull, Asticou. 286 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 30(79), 86–89. <https://doi.org/10.7202/021775ar>

La troisième partie rassemble les textes qui rendent compte des réalités québécoises. Après un rapide bilan des politiques québécoises de développement régional rédigé par Claude Manzogol, on aborde tour à tour la région montréalaise (McDonough, Fauteux et Boutaud), les régions périphériques (Klein, Saintonge et Stanek) et les régions ressources (Ceccalci).

La dernière partie, beaucoup plus courte, nous livre les réflexions originales de trois auteurs sur les enjeux du redéploiement industriel et de la planification régionale actuelle. Ainsi Kimon Valaskakis, reprenant l'expression de John Naisbitt, qualifie la crise que nous traversons d'«ère de parenthèses». D'où la nécessité à ses yeux de cerner les facteurs de transformation les plus dynamiques pour être en mesure de proposer les correctifs souhaités ou souhaitables. Pour Walter Stöhr, qui aborde plus directement le rôle de la planification régionale aux prises avec les processus de transfert des ressources et des produits à l'échelle mondiale ainsi que les conséquences qu'entraînent ces transferts dans les systèmes locaux, la coopération et l'innovation s'avèrent des dimensions stratégiques ne pouvant plus être ignorées. Enfin John Friedmann cerne les limites des énoncés qui misent sur l'auto-développement (*endogenous development*) en ce qui concerne les régions périphériques et propose une autre notion, celle de *self reliant development* que Boisvert et Hamel ont traduit par «auto-dépendant». Celle-ci s'articule à «de nouvelles valeurs sociales», en rupture avec le modèle dominant des sociétés capitalistes avancées mais enracinées dans une tradition très large alimentée par la pensée utopiste, le courant anarchiste et le marxisme et s'exprimant, entre autres, à travers la qualité de la vie, la mise en place de modes d'organisation politique et de structures sociales «non hiérarchisées».

Au-delà des différentes approches des auteurs et des situations très diverses qui sont présentées ici, il demeure des similitudes, des analogies assez notables qui donnent au recueil son unité. Il est en effet assez frappant de constater les réajustements qui s'opèrent entre les anciennes régions périphériques et les centres, que l'on soit aux États-Unis ou en Europe de l'Ouest et, à un degré moindre, au Québec. Convergences également très évidentes des pratiques de la planification régionale qui seront dorénavant axées sur le dynamisme des milieux locaux, sur la qualité de vie dans ces milieux. Bref, c'est un renouvellement considérable des stratégies d'action qui s'annonce, renouvellement dans lequel le Québec est entré de plain pied avec *Le choix des régions*.

Pour terminer, signalons tout l'intérêt que présentent ces textes pour les étudiants d'ici. En premier lieu, les communications présentées en anglais lors du colloque ont été traduites en français. En second lieu, les lecteurs pourront approfondir leurs réflexions grâce aux nombreuses références *récentes* qui viennent appuyer les exposés des différents auteurs. Enfin, le prix du recueil est très abordable.

Normand BROUILLETTE
Département des sciences humaines
Université du Québec à Trois-Rivières

GAGNON, Alain G. (1985) *Développement régional, État et groupes populaires*. Hull, Asticou, 286 p.

Depuis quelques années déjà, la question régionale au Québec, et plus particulièrement sa matérialisation dans l'Est du Québec, a fait l'objet de nombreuses analyses tant dans les milieux universitaires (rappelons ici la contribution majeure du GRIDEQ de Rimouski) que gouvernementaux et para-gouvernementaux (à l'OPDQ notamment et dans les Conseils régionaux de développement). Des militants ou d'ex-militants des groupes populaires, ceux-là mêmes dont Alain G. Gagnon brosse le portrait dans cet ouvrage, y sont également allés de leurs réflexions.

Reconnaissant cet effort d'analyse et «tout en essayant de composer avec les études existantes», l'auteur cherchera à faire l'examen du mouvement populaire qui se manifeste dans

cette région dès le début de la dernière décennie. Il désire concrètement dépasser « l'explication réductionniste » qui consiste à présenter une analyse des Opérations Dignité et des Organismes de développement communautaire (ODC) comme étant la conséquence immédiate du risque de fermeture couru par les villages de l'arrière-pays de l'Est du Québec à la fin des années soixante. Pour ce faire, il s'appuiera sur deux approches théoriques : l'une qu'il emprunte à la psychologie sociale, celle de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes ; l'autre à la sociologie économique, soit le modèle centre-périphérie.

La première de ces deux approches offrira à l'auteur le cadre lui permettant de cerner le rôle de l'État dans la mise en marche du processus de mobilisation du milieu rural bas-laurentien et gaspésien. Elle le fera se pencher, entre autres choses, sur les perceptions de la population elle-même quant aux aspirations collectives et aux bénéfices attendus du système actuel, et quant aux préjugés dont elle fait ou peut faire l'objet.

Il abordera pour sa part le modèle centre-périphérie en reconnaissant trois axes d'analyse : l'axe culturel qui est élaboré pour expliquer le développement ; l'axe économique selon lequel la question importante demeure le sous-développement et l'axe institutionnel où il apparaît possible de s'enquérir des rapports de force en présence. Retenant ce dernier pour les fins de son étude, Gagnon cherchera à déterminer comment s'articule le réseau d'interactions entre le centre et la périphérie, ce qui le mènera à s'attarder aux relations de pouvoir s'instaurant entre les différentes forces politiques de la région. Ces dernières seront identifiées comme étant les forces traditionnelles (notables locaux), les forces vives (groupes populaires) et les forces nouvelles (technobureaucrates). C'est donc en voulant situer cette expérience de développement dans son contexte économique et politique qu'il sera possible à l'auteur d'apporter quelques explications à la montée des groupes populaires dans l'Est du Québec.

Gagnon amorcera donc sa recherche en nous présentant les jalons historiques marquant le développement de cette région. Cette rétrospective met l'accent sur les différentes orientations économiques prises par l'État et sur les changements survenus au plan socio-économique pendant ce temps. Bien que l'ensemble des données présentées ici ne permettent pas d'apporter un éclairage nouveau à l'observateur attentif de ce milieu, certaines d'entre elles demeurent très éloquentes des choix de l'État dans ses politiques de développement régional, choix qui eurent tôt fait d'ailleurs d'amener une population en mal de gouvernement à devenir une population en refus de gouvernement comme le rapporte l'auteur.

Cherchant à évaluer les impacts et enjeux régionaux de la modernisation de l'économie, Gagnon s'attardera à relater les politiques économiques d'Ottawa et de Québec durant la période 1960-80. Cette présentation devra servir à l'interprétation du mouvement populaire et l'argumentation qu'elle suscite constitue, sans l'ombre d'un doute, le fondement de la problématique du développement dans l'Est. C'est ainsi qu'on abordera les questions de la modernisation des secteurs traditionnels que sont l'agriculture, les pêches et la forêt et son impact sur la main-d'œuvre rurale. On traitera également la question des politiques de relocalisation, celles-là mêmes qui menèrent à la fermeture de dix paroisses dites marginales. On jettera enfin le regard sur la structure bureaucratique mise en place par l'État et on fera une évaluation des pouvoirs dévolus à la région au sein de l'appareil étatique. Cette mosaïque offrira à l'auteur l'occasion d'introduire certaines composantes caractéristiques des relations de pouvoir s'instaurant entre les diverses forces politiques. Aussi retenons-nous que, jusqu'en 1976, conséquemment à l'exode rural facilité tant par les politiques de relocalisation que par la modernisation des secteurs traditionnels de l'économie, on constate l'affaiblissement marqué de la base du pouvoir de l'élite locale.

Il convient à ce moment de préciser que Gagnon caractérisera ce mouvement populaire comme en étant un de protestation (par opposition à un mouvement révolutionnaire) et, qu'à ce titre, il constitue un type de mouvement politique, lui-même type particulier de mouvement social.

D'ailleurs l'identification des objectifs visés par ce mouvement rend compte de cette caractérisation, à savoir : la consolidation du milieu rural au moyen de la création d'emplois sur le territoire et par la modernisation contrôlée des divers secteurs économiques régionaux ; le désir

de prendre en charge l'aménagement intégré des ressources du milieu rural et la conscientisation des populations concernées devant l'exode rural et le déracinement imposé par les politiques de relocalisation.

Afin de mieux comprendre le rôle joué par ces groupes populaires, l'auteur procédera par la suite à une étude de leurs éléments les plus représentatifs. Un effort de classification sous la forme d'une typologie des ODC n'apparaîtra pas particulièrement novatrice. La comparant à la typologie de Godin servant de point de départ à Gagnon, elle n'offrira somme toute que peu de modifications significatives pour une analyse de ces groupes.

Rappelant les trois principales expressions de ce mouvement : les Opérations Dignité, les Coopératives de développement et les Sociétés d'exploitation des ressources (SER) ; Gagnon insistera sur la présentation de la SER de la Vallée, la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata (JAL) et les Opérations Dignité dans leur ensemble.

Plusieurs analyses ont déjà porté sur chacun de ces groupes comme en fait foi la liste des ouvrages auxquels se réfère l'auteur. Aussi l'intérêt de cette partie réside-t-il dans certains aspects qui permettent de mieux cerner les rapports de ces groupes à l'État et la place qu'ils occupent sur la scène régionale en tant que force politique.

Présentant l'expérience du JAL, Gagnon la situera de manière fort à propos dans l'évolution du mouvement qui, de celui de revendication contre la politique de relocalisation, devint un mouvement de création d'emplois.

Il est très juste à notre avis de cerner ces groupes, à l'exemple du JAL et de la SER de la Vallée, à l'intérieur de la problématique de l'emploi dans la région. Les dernières années tendent à démontrer qu'en situant leur intervention sur ce front, ces groupes se sont retrouvés poings liés avec l'État. Profitant des années de vaches grasses au plan des programmes gouvernementaux de création d'emplois pour accroître leur présence dans leur milieu respectif, ils se retrouvent, depuis un an ou deux, contraints au replis. Pour certains groupes, ce sera d'ailleurs toute la question de la diversification du développement et de l'aménagement intégré des ressources qui sera mise en cause par cette situation, menaçant en cela l'effort de consolidation de ces milieux qu'ils avaient eux-mêmes entrepris.

Développant davantage son analyse, Alain G. Gagnon évaluera la nature et la structuration des rapports État/ODC. Retenons premièrement que l'État tentera de récupérer le mouvement de deux façons. Par la cooptation des leaders d'une part et en reconnaissant la légitimité de certaines revendications tout en les insérant dans la réalisation des projets gouvernementaux d'autre part. Deuxièmement, on constate la grande dépendance financière des groupes vis-à-vis de l'État, les forçant même à s'orienter selon les projets qu'il met de l'avant. Gagnon note une similitude saisissante entre les objectifs poursuivis par l'un et l'autre au terme de la rationalisation des secteurs de base notamment. Troisièmement, et cela plus récemment, l'État fera preuve d'une indifférence certaine à l'égard des expériences populaires de développement, redonnant aux députés et aux notables locaux, par l'intermédiaire des MRC, une certaine autorité dans l'identification des priorités régionales.

Au terme de sa recherche, Gagnon apporte une synthèse de l'évolution de la position des acteurs de la scène régionale. Situait trois périodes, l'auteur rappelle que la première d'entre elles débute avec l'avènement du BAEQ et se caractérise par une montée de la technobureaucratie et une perte de pouvoir et de prestige pour les notables locaux. La deuxième s'installe avec la venue du PQ aux commandes de l'État et se distingue par une restitution croissante du pouvoir aux forces notabiles à travers de nombreuses réformes qui visent à revaloriser le pouvoir local. La troisième enfin aurait vu le jour grâce à une nouvelle attitude de la technobureaucratie face aux groupes populaires. Associée à une perte de pouvoir des forces nouvelles aux mains des forces traditionnelles, la technobureaucratie, affirme l'auteur, deviendra graduellement favorable aux groupes populaires, prenant même ouvertement position en faveur du rôle de consolidation que devraient occuper les ODC dans les zones à forte migration. Force est de constater que cette alliance ne fut jamais bien réelle et qu'elle n'a certes pas modifié la poussée des forces

traditionnelles. De plus en plus repliés chacun dans leur milieu, isolés, les ODC voient leur avenir plus que jamais remis en question.

Comme nous le voyons, l'ouvrage d'Alain G. Gagnon ravive nombre de questions entourant la problématique régionale au Québec. Il permet en outre, pour le lecteur peu familier avec la région, d'avoir un portrait d'ensemble situant concrètement le rôle et la position des forces politiques sur le terrain. Sans être nouveau, il apporte certes un éclairage sur l'action de l'État et celle du mouvement populaire de l'arrière-pays bas-laurentien et gaspésien et contribue de ce fait à la réflexion amorcée depuis bientôt dix ans sur la question régionale dans l'Est du Québec.

Ginette CARRÉ
Rimouski

GORE, C. (1984) *Regions in Question: Space, Development Theory and Regional Policy*. Methuen, London/New York, 290 p.

This is an ambitious book which attempts to portray the wide range of theory and practices which have evolved over the last 30 years in development theory and regional policy. This in itself is a large interdisciplinary task for a single 290 page text; the author then adds a further component that of the misconception of geographic space which he weaves into the fabric of planning theory. The result is a very useful text which is indicative of Gore's synthetic skills. He notes that there have been a number of significant trends and events since 1950 and the reader is shown how and where these fit together and where they differ and fail in their purpose. The book is divided into a short introduction and three substantive parts: Introduction — Getting into space; part I — Common Regional Policy Objectives; part II — Rival Regional Planning Strategies; part III — The Poverty of the Spatial Separatist Theme.

Gore's objective is to settle some of the issues and debates of development theory and regional policy by tracing their roots in the literature. The main issues here are related to the relevance of similar path models deployed in the developed and the developing worlds. His first argument is that much of the theory which was developed in the period 1950-1980 (circa) was neither an accurate representation of processes nor a useful tool in planning; he therefore seeks to negate the validity of these theories. In one sense he undermines the (false ?) basis of regional planning in developing countries by pointing out that the claim of regional planning to rest on a "hard science" of "spatial relationships" has no defensible foundation. But on the other hand, while in the end he points toward the beginnings of an alternative explanation, there is no apparent reconciliation of the type of planning which could be successfully deployed.

The introduction points out that while "space" is an important part of regional planning and theory it is a much maligned and fetishized concept. Working through the lens of "space", "time distance", "spatial organization", "spatial science" as these evolved in the post-1950 period meant that a number of crucial social, political and economic elements of human agency were avoided. Much of his "spatial structure", "spatial system", "locational science" and "spatial separatist" literature became frozen into a "scientific" cul-de-sac which while it allowed for some satisfactory descriptive work only showed a limited capacity for the analysis of holistic forces responsible for creating and shaping the dynamics of human landscape.

Gore argues that we have used the common core of "geographic space" over a 30 year period to both extinguish and misinterpret a clearer understanding of how regions develop and how "human agency" has evolved. Through a profusion of adjectives — social space, economic space, personal space, topological space, physical space, perceptual space, absolute space, relational space and relative space — geographers and other spatial folk have grappled with a phenomena which has defied proper analysis and bilittled their attempts to arrive at a synthesis of "human agency". We are left with a numbing question — "what do these adjectives really mean"?